

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANQUE SOCREDO

Société anonyme d'économie mixte au capital de 22 000 000 000 F CFP.
Siège social : 115, rue Dumont d'Urville, Papeete (Tahiti).
RCS TPI 59 1 B Papeete

Documents comptables annuels

I. - Bilan au 31 décembre 2016

(Montants en milliers de Francs CFP)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilés	49 230 651 649	35 699 840 608
Caisse, banques centrales, C.C.P.	18 570 333 562	16 501 524 144
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	30 660 318 087	19 198 316 464
Créances sur la clientèle	201 635 903 689	204 139 908 842
Opérations sur titres	6 551 802 389	16 826 634 496
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 253 471 061	16 528 303 168
Actions et autres titres à revenu variable	298 331 328	298 331 328
Valeurs immobilisées	8 282 381 150	7 255 857 725
Participations et autres titres détenus à long terme	167 872 705	157 791 997
Parts dans les entreprises liées	3 887 290 828	3 637 290 828
Immobilisations incorporelles	1 471 503 061	721 022 808
Immobilisations corporelles	2 755 714 556	2 739 752 092
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de régularisation et actifs divers	1 428 977 971	1 096 164 861
Autres actifs	584 722 725	361 699 867
Comptes de régularisation	844 255 246	734 464 994
Total de l'actif	267 129 716 848	265 018 406 532

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilés	43 810 292 904	49 088 503 777
Banques centrales, C.C.P.	39 290	22 000
Dettes envers sur les établissements de crédit	43 810 253 614	49 088 481 777
Comptes créditeurs de la clientèle	182 085 443 815	175 172 461 441
Comptes d'épargne à régime spécial	47 936 099 657	43 501 364 515
Autres dettes	134 149 344 158	131 671 096 926
Comptes de régularisation et passifs divers	4 039 876 326	3 278 323 447
Autres passifs	1 304 897 915	1 304 456 828
Comptes de régularisation	2 734 978 411	1 973 866 619
Provisions et dettes subordonnées	1 971 668 245	2 580 836 381
Provisions pour risques et charges	1 971 668 245	2 580 836 381
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux	1 254 981 235	1 909 981 235
Capitaux propres hors FRBG	33 967 454 323	32 988 300 251

Capital souscrit	22 000 000 000	22 000 000 000
Primes d'émission	242 647 500	242 647 500
Réserves	10 085 652 751	9 425 964 653
Écart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+ / -)		
Résultat de l'exercice	1 639 154 072	1 319 688 098
Total du passif	267 129 716 848	265 018 406 532

II. – Hors Bilan au 31 décembre 2016

(Montants en milliers de Francs CFP)

Hors bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés	37 930 892 015	38 679 105 605
Engagements de financement	25 361 223 518	26 625 072 738
Engagements en faveur d'établissements de crédit	2 052 847 515	2 060 275 765
Engagements en faveur de la clientèle	23 308 376 003	24 564 796 973
Engagements de garantie	12 569 668 497	12 054 032 867
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 990 022 706	1 875 572 865
Engagements d'ordre de la clientèle	10 579 645 791	10 178 460 002
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	34 553 859 921	29 508 318 813
Engagements de financement	14 916 467 780	10 381 861 574
Engagements reçus d'établissements de crédit	14 916 467 780	10 381 861 574
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	19 637 392 141	19 126 457 239
Engagements reçus d'établissements de crédit	19 637 392 141	19 126 457 239
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

III. - Compte de résultat au 31 décembre 2016

(Montants en milliers de Francs CFP)

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	9 828 641 335	10 166 169 136
Intérêts et charges assimilés	-3 141 404 073	-3 417 690 742
Revenus des titres à revenu variable	135 448 455	125 088 050
Commissions (produits)	3 517 035 101	3 260 969 696
Commissions (charges)	-1 441 686 968	-1 336 718 547
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	294 104 779	298 719 025
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placements et assimilés	59 663 072	52 482 731
Autres produits d'exploitation bancaire	49 946 870	51 856 642
Autres charges d'exploitation bancaire	-7 686 833	-33 884 125
Produit net bancaire	9 294 061 738	9 166 991 866
Charges générales d'exploitation	-5 653 640 793	-5 561 943 054
Frais de personnel	-4 038 524 427	-3 967 945 213
Autres frais administratifs	-1 615 116 366	-1 593 997 841

Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-428 688 310	-417 522 275
Résultat brut d'exploitation	3 211 732 635	3 187 526 537
Coût du risque	-1 024 266 142	-851 519 650
Résultat d'exploitation	2 187 466 493	2 336 006 887
Résultat net sur actifs immobilisés	39 043 012	-48 617 934
Résultat courant avant impôt	2 226 509 505	2 287 388 953
Résultat exceptionnel	-409 678 958	-124 391 760
Impôt sur les bénéfices	-832 676 475	-843 309 095
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	655 000 000	
Résultat net	1 639 154 072	1 319 688 098

IV. - Événements marquants de l'année

Un contexte de taux bas inédit :

L'année 2016 reste marquée par un environnement de taux bas. La politique monétaire accommodante de la BCE se traduit par une chute des taux court terme. Sur le long terme, après une légère remontée entre 2014 et 2015, les trois premiers trimestres 2016 affichent de nouveau une chute, tirant ainsi à la baisse les taux des crédits offerts à la clientèle. Un rebond sur les taux long terme apparaît depuis novembre et semble se pérenniser sans incidence sur les taux offerts à la clientèle.

- On observe ainsi sur la place polynésienne :
 - Le taux de rémunération des placements auprès de l'IEOM depuis le 21 juin 2016 : - 0,2 % (hors réserves obligatoires),
 - Le taux de facilité marginale depuis le 21 juin 2016 : 0,25% (contre 0,3 %),
 - Le taux de réescompte depuis le 21 juin 2016 : 0,0 % (contre 0,05 %),
 - Le taux de rémunération du CSL à 0,10 % à partir du 1^{er} juillet 2016,
 - Le taux de rémunération des PEL à 1 % au 1^{er} août 2016.

Un contexte économique local qualifié de transitoire :

Côté conjoncture, depuis 2015, l'économie montre des signes de reprise qui se confirment en 2016. Le chiffre d'affaires des entreprises est en hausse de +3,5 % au premier semestre 2016. L'activité touristique est bien orientée avec une hausse de la fréquentation touristique et des exportations de services touristiques. Le marché redevient créateur d'emplois même si le niveau reste encore insuffisant pour contrer la hausse du chômage. Les ménages continuent d'investir, favorisés par un contexte de taux bas. Les pouvoirs publics ont également augmenté leurs mandatements dans le BTP pour soutenir l'investissement.

- Le 6 mai 2016, Standard & Poor's a relevé la note de référence à long terme de la Polynésie française de BB+ à BBB-. La perspective reste stable. Le relèvement de la note reflète la stabilisation de la situation politique intervenue depuis fin 2015 et permet au gouvernement de faire adopter un nouveau plan d'optimisation des dépenses et de conduire la Polynésie française à afficher des performances budgétaires et une réduction de son endettement au cours des deux prochaines années plus fortes qu'anticipé.

- Le 7 décembre 2016, Moody's Public Sector Europe (MPSE) a attribué la note de référence à long terme Baa1 à la Polynésie française. La note de la Polynésie française reflète ses bons résultats financiers en 2015 qui, selon les prévisions, se maintiendraient sur cette bonne trajectoire au cours des trois prochaines années. Deux facteurs contraignent la notation : d'une part, la fragilité économique du territoire et, d'autre part, des déficits importants au titre du régime polynésien de sécurité sociale.

- Des réunions avec l'IEOM et la Fédération Française des Banques (FFB) ont eu lieu concernant la conjoncture économique, l'afflux de dépôts sur la place et les baisses successives de taux.

- L'encours de dépôts de la place polynésienne atteint en 2016 un niveau inégalé. Il se fixe à 452,72 milliards de F CFP, en progression de +6,2% par rapport à fin 2015, soit une augmentation conséquente de près de 26,5 milliards de F CFP.

Ce point explique la progression du total bilan de la banque et notamment le niveau des comptes créditeurs de la clientèle.

Les évolutions réglementaires :

- En 2016, le secteur bancaire continue de connaître des évolutions réglementaires avec un renforcement des règles et des reportings dans les domaines de la prévention des risques systémiques et de la protection des déposants et des consommateurs :
 - D'importants textes ont avancé, notamment la transposition en France de la directive Banking Recovery and Resolution Directive sur le redressement et les résolutions. Conformément aux articles L.613-34 et suivants, du code monétaire et financier, le groupe SOCREDO a établi un plan préventif de rétablissement visant à préparer par anticipation, les mesures optimales pour faire face à une crise financière potentielle. Le plan complet a été remis et présenté par la banque à l'ACPR le 26 octobre 2016.
 - L'application du décret n°2014-739 du 30 juin 2014 consistant en l'information préalable du client au débit. Les frais bancaires liés aux irrégularités de fonctionnement d'un compte et aux incidents de paiement doivent faire l'objet d'une information préalable gratuite du client, soit au minimum 14 jours après la date d'envoi du relevé de compte. Le dispositif a été appliqué à compter du 1^{er} mai 2016 au sein de la banque.

Le risque de crédit :

- Concernant le **risque de crédit** : Au 31 décembre 2016, le coût du risque de crédit s'établit à 1 441 millions de F CFP contre 514 millions de F CFP en 2015, avec un taux de douteux stable de 12,8 % en 2016 contre 13 % en 2015.

Le taux de provision sur les créances douteuses passe de 59,63 % au 31 décembre 2015 à 61,23 % au 31 décembre 2016.

- La banque, au travers d'un apport en compte courant d'associé à sa filiale OCI d'un montant de 250 millions de F CFP, poursuit le développement de l'activité du golf de Moorea, porté par les sociétés ODT et Faahotu ia Temae (filiales d'OCI).

Le risque social :

- Concernant le **risque opérationnel social**, la Banque a fait l'objet, au cours de l'exercice 2013, d'un contrôle par la Caisse de Prévoyance Sociale sur les exercices 2011 et 2012.

Au 31 décembre 2016, la provision pour litige s'élève à 372 millions de F CFP contre 775 millions de F CFP au 31 décembre 2015, soit une variation nette de 403 millions de F CFP, dont une reprise de 433 millions de F CFP correspondant au risque lié à la période de janvier 2013 à février 2016 suite à la promulgation de textes annulant les redressements et contrôles en cours.

Le risque attaché à ce litige est inscrit dans les livres de la Banque SOCREDO au passif en provisions pour risques et charges par la contrepartie du coût du risque opérationnel.

La montée de version SAB AT :

En 2015, la Banque a entrepris la montée de version de son système d'information (passage de la version A8 du progiciel bancaire SAB à la version AT, dernière version disponible de SAB). Cette montée de version du progiciel bancaire SOCREDO, nécessaire pour rester au contact des dernières fonctionnalités disponibles proposées par l'éditeur, a atteint avec succès son objectif de mise en production le lundi 14 novembre 2016.

Le projet a impliqué des travaux importants et la mobilisation de nombreux collaborateurs de l'entreprise, tant aux niveaux technique que fonctionnel sur les exercices 2015 et 2016.

La démarche digitale :

Les travaux initiés fin 2015 sur la banque digitale se sont poursuivis en 2016 et ont abouti à la définition du « Plan digital SOCREDO » dont l'ambition est d'être la banque digitale et innovante leader en Polynésie, d'accompagner les clients et les collaborateurs dans cette transformation digitale et de contribuer activement à la transition numérique du Pays.

V. - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers de la Banque SOCREDO sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires. Ils sont présentés conformément au format défini par le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Ils sont présentés, pour les aspects généraux, en conformité avec les règles comptables posées par la délibération n°2011-13 de l'Assemblée de Polynésie Française du 5 mai 2011 adoptant un nouveau plan comptable général applicable aux comptes clos à compter de l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2012.

Les comptes annuels sont établis en francs pacifiques.

1. Changements de méthode comptable et de présentation des comptes intervenus sur l'exercice 2016

Néant

2. Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Ils comprennent l'ensemble des créances sur la clientèle y compris les créances subordonnées (prêts participatifs) et les créances affacturées.

La Banque SOCREDO applique le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC relatif au risque de crédit.

a) Créances saines

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

b) Impayés

Sont qualifiées d'« Impayés », les échéances de toute nature non réglées pendant un délai inférieur à 3 mois.

c) Créances restructurées

La restructuration est une opération qui permet à la Banque SOCREDO, en réaménageant les engagements du client, de recouvrer ses « encours porteurs d'un risque de crédit avéré » définis par l'article 2221-5 relatif au traitement du risque de crédit du règlement de l'ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

La restructuration consiste à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, montant en capital etc.) afin de les rendre compatibles avec la capacité de paiement « actuelle » du client, et permettre aux contreparties d'honorer le règlement des échéances.

La restructuration peut également comporter des abandons de créances en principal ou en intérêt, échu ou couru. Tout abandon est constaté en perte.

Au moment de la restructuration, le prêt restructuré fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. En raison de son caractère non significatif, la Banque ne comptabilise pas la décote lors du traitement des crédits restructurés.

Dans le principe, les créances restructurées sont spécifiquement identifiées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créances douteuses.

d) Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple) ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, etc.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, la Banque SOCREDO distingue les encours douteux non compromis des encours douteux compromis.

e) Créances douteuses non compromises

Ce sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

f) Créances douteuses compromises

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts après le transfert en encours douteux compromis sont comptabilisés au bilan depuis avril 2012 (refonte comptable).

La Banque applique la règle dite de la «contagion». Cette dernière consiste à déclasser l'ensemble des engagements sur un même client (y compris les engagements de hors-bilan et les participations) en créances douteuses, dès lors qu'un de ses concours est classé en créances douteuses.

g) Provisionnement du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un risque de crédit avéré est en encours douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque SOCREDO par voie de provision. Les provisions constituées apparaissent en déduction des encours correspondants, à la seule exception de celles relatives aux engagements de hors-bilan qui apparaissent au passif. La Banque constitue des provisions permettant de couvrir l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les provisions sont ajustées à chaque arrêté et réactualisées en fonction de l'appréciation portée sur l'évolution du risque. La valeur de réalisation des garanties est appréciée avec prudence en fonction de la nature des biens concernés.

Conformément aux dispositions de l'article 2231-2 du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, la Banque SOCREDO a mis en application en 2005 la méthode d'actualisation des flux prévisionnels lors de l'évaluation de la provision.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude contrepartie par contrepartie est remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles. Cette estimation repose sur une base statistique permettant de valider les provisionnements pratiqués. D'une façon générale, cette base tient compte des niveaux de pertes historiquement constatées ainsi que des évolutions constatées ou anticipées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

Le modèle de provisionnement statistique consiste en l'application de différents taux distinguant d'une part, les créances retail douteux non contentieux (douteux inventaire BAFI), et d'autre part, les créances retail douteux contentieux pour lesquelles des taux statistiques ont été définis par nature de créance.

Les taux de provisionnement statistique sont définis ci-après pour l'exercice 2016 :

Taux statistiques sur les créances retail douteux non contentieux

Créance Retail BAFI	Taux statistique
Avec garantie	42,372 %
Sans garantie	61,919 %

Taux statistiques sur les créances retail douteux contentieux

Type de créance	Avec ou sans garantie	Taux statistique
Autre créance	Oui	93,319 %
Autre créance	Non	95,045 %
Consolidation	Oui	86,186 %
Consolidation	Non	94,809 %
Habitat	Oui	83,822 %
Habitat	Non	93,335 %

En outre, la Banque SOCREDO provisionne à 100 % les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses selon l'article 2231-5 du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC.

3. Opérations sur titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement 95.04 du CRBF, l'instruction 94.05 de l'ACPR, l'instruction 2000.12 de l'ACPR, le règlement 2000.02 du CRC et le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, et titres de l'activité de portefeuille) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

4. Titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé au coût historique. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention. Les éléments pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres (valeur mathématique et quote-part de détention), les cours moyens de bourse des derniers mois.

Souscriptions pour incitations fiscales à l'investissement

Les personnes morales redevables de l'impôt sur les sociétés qui participent au financement de programmes d'investissements agréés par la Polynésie française bénéficient, sous certaines conditions, d'un crédit d'impôt imputable dans la limite de 50% de l'impôt sur les sociétés.

A ce titre, dans le poste « Participations et autres titres détenus à long terme » sont incluses les avances en compte courant versées dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement. Une provision pour dépréciation, correspondant au montant de l'abandon de créance (prédéfini par convention), est constituée.

La Banque a pour obligation de conserver les titres et créances jusqu'à l'obtention du certificat de conformité et du remboursement de l'avance en compte courant nette de l'abandon.

Le profit réalisé par la Banque sur ces opérations est constitué par la différence entre le crédit d'impôt dont elle bénéficie et la rétrocession d'une partie de ce crédit d'impôt à la société promotrice sous forme d'abandon de créance (fixé par convention).

Lorsque pour un projet donné, la totalité du crédit d'impôt n'a pas été utilisée dès l'exercice au cours duquel le financement est effectué et si la Banque présente des éléments démontrant qu'elle pourra sans aucun doute utiliser le solde du crédit d'impôt lors des exercices suivants, il est possible de décaler sur les exercices suivants, par un compte de charge constatée d'avance, la charge nette liée à l'abandon de créance pour la différence entre l'abandon et la quote-part du crédit d'impôt utilisée.

Lorsque le projet est considéré comme risqué à la clôture d'un exercice, le gain est nul, par différé en produit constaté d'avance jusqu'à la levée du risque attaché au projet.

5. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

La plate-forme informatique SAB fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

A l'exception des logiciels et progiciels de gestion, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de provisions pour dépréciation.

b) Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Concernant les frais d'acquisition des immobilisations et conformément à l'instruction n°2-2013 PCG du 22 avril 2013 relative à l'application des nouvelles règles fiscales et comptables sur les actifs, la Banque a opté pour le rattachement des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition d'une immobilisation au coût d'acquisition de l'immobilisation. L'option relative au traitement des frais d'acquisition des immobilisations est exercée par la comptabilisation des frais en immobilisations. Elle s'applique à l'exercice clos à compter du 31 décembre 2013.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est géré séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Composants	Durée d'utilité
Terrain	N/A
Gros œuvre et honoraires	50 ans
Terrassement, voirie, réseau	50 ans
Charpente métallique et toiture	50 ans
Menuiserie aluminium	50 ans
Dallage béton	50 ans
Revêtements sols : carrelage	50 ans
Plomberie et sanitaire	50 ans
Électricité courant fort	20 ans
Électricité courant faible	20 ans
Ascenseur	20 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur prix d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation réelle des diverses catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Composants	Durée d'amortissement
Constructions	50 ans
Composants constructions (électricité)	20 ans
Agencements et installations	10 à 50 ans
Matériel (DAB)	10 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Outillage	5 ans
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 à 3 ans
Progiciels de gestion intégrée et développement	3 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans

6. Crédit-bail

Les moins-values latentes dégagées sur les dossiers de crédit-bail font l'objet d'une provision pour risques et charges.

7. Conventions

Conformément à la convention n°45-97 signée le 30 mai 1997 entre le haut-commissariat de la République en Polynésie française et la Banque SOCREDO, il est créé dans nos livres un fonds destiné à couvrir les nouveaux prêts participatifs au développement.

Celui-ci est alimenté par le versement des produits de l'émission, par le montant des intérêts annuels acquis et par le remboursement en capital des prêts participatifs refinancés. Ce fonds possède les caractéristiques suivantes :

- Ce fonds est inscrit sur un compte ouvert dans les livres de la Banque, sans pouvoir toutefois en disposer pour son compte propre.
- L'activité de distribution de prêts participatifs au développement est exercée par la Banque, en son nom propre, pour le compte de l'État.
- La Banque est chargée par l'État de la mise en place et de la gestion de ces prêts, et elle est rémunérée pour ce rôle par la perception de commissions.

8. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Conformément aux règlements 90-02 et 92-02 du CRBF et afin de couvrir des risques non spécifiques, il a été créé le FRBG.

Pour la Banque SOCREDO, le risque sectoriel de crédit, notamment celui lié aux activités de développement (secteur primaire, hôtellerie, accompagnement des petites entreprises, bancarisation des archipels et de la clientèle à faibles revenus), auquel se superpose le risque de taux, participent aux critères de constitution du FRBG.

9. Provisions pour risques et charges

a) Provision Épargne Logement

L'Autorité des Normes Comptables pose le principe, dans le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014, que les comptes et plans d'épargne-logement génèrent des droits et engagements pour leurs titulaires et symétriquement pour les établissements de crédit.

Conformément à ces dispositions, la Banque a intégré les risques relatifs aux dits comptes et ceux-ci font l'objet d'une évaluation ainsi que d'un provisionnement au 31 décembre 2016.

Les risques couverts sont de deux natures :

- Le risque de consentir des crédits futurs à un taux réglementé inférieur aux conditions de marché,
- Le risque de rémunérer l'épargne collectée à des conditions désavantageuses pour la banque par rapport aux conditions de marché futures.

Ces deux risques sont évalués de manière prospective, jusqu'à l'extinction des encours d'épargne portés au bilan, par la modélisation de l'évolution des encours actuels sur la base d'hypothèses de taux futurs et de comportement clientèle.

La provision totale intègre la différence constatée, sur les stocks de prêts PEL en vie à la date de calcul, entre les flux futurs actualisés d'une part au taux de marché de l'année de mise en place de ces crédits et d'autre part au taux réglementé consenti au client. Cette différence est reprise ensuite actuariellement sur la durée de vie des prêts concernés.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en produit net bancaire.

b) Autres provisions pour risques et charges

Conformément à l'article 312-1 du PCG, la Banque constitue des provisions pour risques et charges pour couvrir les risques suivants inhérents à son activité :

- Provisions sur encours sains.
- Provisions pour écarts comptabilité et gestion.
- Provisions pour risque opérationnel.

Les provisions ainsi constituées sont inscrites au passif du bilan et les variations en coût du risque de crédit ou en coût du risque opérationnel.

10. Charges et produits

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou qu'il sont engagés et enregistrés dans les états financiers de la période concernée.

Les dépenses et recettes afférentes à des périodes comptables postérieures sont enregistrées en charges ou produits constatés d'avance.

Les produits et charges afférents aux moyens de paiement sont classés à l'intérieur des charges et produits bancaires et sont intégrés à la détermination du produit net bancaire (PNB).

Les produits et charges financiers, relatifs à des exercices antérieurs sont reclassés, suivant la nature, à leur compte d'origine.

Afin de donner une image fidèle, les éléments jugés exceptionnels et non récurrents portant sur le risque opérationnel, avéré ou potentiel, sont présentés dans une ligne spécifique du coût du risque.

11. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution exceptionnelle ainsi que la différence entre l'impôt comptabilisé et celui payé au titre de l'exercice précédent. Les crédits d'impôt issus des opérations de défiscalisation sont imputables dans la limite de 50 % de l'impôt sur les sociétés dû, établi au titre de l'exercice de réalisation du financement. Le solde éventuel du crédit d'impôt est imputable dans la même limite sur les trois exercices suivants.

12. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur les instruments financiers à terme de taux, sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. Au 31 décembre 2016, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

13. Conversion des opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges payées et les produits perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges courues mais non payées et les produits courus mais non perçus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de l'application du règlement 89.02 du CRBF, des instructions 89.04 et 89.05 de l'ACPR et du règlement n° 2014-07 du 26 novembre de l'ANC, la Banque SOCREDO a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

VI. - Notes relatives au bilan au 31 décembre 2016

1. Créances sur les établissements de crédit

Libellé	DURÉE RÉSIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Comptes de prêts								
à vue	5 673 096 527				5 673 096 527		5 673 096 527	7 784 267 244
à terme	13 098 179 680	7 172 792 816	4 546 899 250		24 817 871 746	115 775 343	24 933 647 089	11 360 437 188
Prêts subordonnés			53 460 621		53 460 621	113 850	53 574 471	53 612 033
Total	18 771 276 207	7 172 792 816	4 600 359 871		30 544 428 894	115 889 193	30 660 318 087	19 198 316 464
Provisions								
Valeurs nettes au bilan							30 660 318 087	19 198 316 464

2. Créances sur la clientèle

a) Analyse par durée résiduelle

Libellé	DURÉE RÉSIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	≥ 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Concours à la clientèle	9 603 410 303	21 361 786 226	97 521 377 280	75 110 801 251	203 597 375 060	332 696 940	203 930 072 000	204 519 433 503
Prêts participatifs	49 812 611	85 934 937	546 600 528	133 235 193	815 583 269	911 209	816 494 478	722 936 727
Comptes ordinaires débiteurs	15 150 982 465				15 150 982 465	1 181 880	15 152 164 345	16 010 992 959
Total	24 804 205 379	21 447 721 163	98 067 977 808	75 244 036 444	219 563 940 794	334 790 029	219 898 730 823	221 253 363 189
Provisions					-18 250 700 305	-12 126 829	-18 262 827 134	-17 113 454 347
Valeurs nettes au bilan							201 635 903 689	204 139 908 842

b) Analyse par nature de crédit

Libellé	31/12/2016						
	Encours brut	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Créances commerciales	773 598 439	155 795 265	-102 124 407	66	115 614 870	-103 795 110	90
Autres concours à la clientèle brute	218 112 675 693	6 334 936 050	-2 297 850 771	36	21 177 115 038	-15 732 814 040	74
- Dont concours sains à la clientèle	190 600 624 605						
- Crédits de trésorerie	51 458 320 415						
- Comptes ordinaires débiteurs	11 442 704 702						
- Crédits à l'équipement	33 222 558 481						
- Crédits à l'habitat	81 795 188 718						
- Autres crédits	12 681 852 289						
- Dont créances douteuses et compromises	27 512 051 088						
- dont Comptes ordinaires débiteurs	3 838 565 838						
Prêts participatifs	815 583 269	16 568 718	-47 881		209 092 350	-14 646 484	7
Intérêts et divers	196 873 422	4 100 188	-4 100 188	100	7 545 648	-7 448 253	99
Total	219 898 730 823	6 511 400 221	-2 404 123 247	37	21 509 367 906	-15 858 703 887	74

Libellé	31/12/2015						
	Encours brut	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Créances commerciales	728 546 335	31 870 281	-30 172 803	95	123 995 932	-117 042 831	94
Autres concours à la clientèle brute	219 614 251 568	6 029 949 162	-1 576 267 591	26	22 279 794 197	-15 364 203 935	69
- Dont concours sains à la clientèle	191 304 508 209						
- Crédits de trésorerie	56 446 943 066						
- Comptes ordinaires débiteurs	11 784 042 233						
- Crédits à l'équipement	29 557 564 988						
- Crédits à l'habitat	81 573 942 265						
- Autres crédits	11 942 015 657						
- Dont créances douteuses et compromises	28 309 743 359						
- dont Comptes ordinaires débiteurs	4 225 798 074						
Prêts participatifs	722 454 531	17 266 135	-30 268		205 456 833	-15 235 726	7
Intérêts et divers	188 110 755	3 012 459	-2 915 283	97	7 585 910	-7 585 910	100
Total	221 253 363 189	6 082 098 037	-1 609 385 945	26	22 616 832 872	-15 504 068 402	69

Les crédits restructurés sains sont enregistrés dans le poste « Autres crédits » et s'élèvent à 1,158 milliard de F CFP au 31 décembre 2016.

c) Analyse par agent économique

Libellé	31/12/2016						
	Encours brut	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Particuliers	131 149 592 470	2 058 305 839	-965 241 452	47	8 476 996 834	-6 836 093 434	81
Entreprises	66 783 292 840	3 969 848 844	-1 248 198 367	31	9 579 802 277	-6 517 963 758	68
Autres professionnels	12 661 177 032	478 862 536	-186 300 426	39	3 425 735 468	-2 477 909 763	72
Collectivités publiques	7 987 247 739						
Administrations privées	1 120 547 320	282 814	(282 814)	100	19 287 679	-19 288 679	100
Intérêts divers	196 873 422	4 100 188	-4 100 188	100	7 545 648	-7 448 253	99
Total	219 898 730 823	6 511 400 221	-2 404 123 247	37	21 509 367 906	-15 858 703 887	74

Libellé	31/12/2015						
	Encours brut	Encours douteux	Provisions	Couverture en %	Encours douteux compromis	Provisions	Couverture en %
Particuliers	133 421 345 240	1 823 021 015	-662 158 033	36	9 327 634 789	-7 598 196 875	81
Entreprises	67 078 517 394	3 767 258 594	-744 049 214	20	7 528 487 248	-3 583 182 752	48
Autres professionnels	13 093 772 763	488 746 214	-200 263 415	41	2 816 906 879	-2 244 331 846	80
Collectivités publiques	6 576 462 666						
Administrations privées	895 154 371	59 755			17 810 242	-17 810 242	100
Intérêts divers	188 110 755	3 012 459	-2 915 283	97	8 406 089	-8 367 586	100
Total	221 253 363 189	6 082 098 037	-1 609 385 945	26	19 547 563 573	-13 538 208 489	69

3. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

a) Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

Libellé	31/12/2016					31/12/2015
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
- dont décote restant à amortir						
- dont surcote restant à amortir						
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
- Émis par des organismes publics						
- Autres émetteurs		6 252 983 293			6 252 983 293	16 526 252 983
- dont décote restant à amortir						
- dont surcote restant à amortir						
Créances rattachées		487 768			487 768	2 053 407
Provisions						-3 222
Valeurs nettes au bilan		6 253 471 061			6 253 471 061	16 528 303 168
Actions et autres titres à revenu variable		298 331 328			298 331 328	298 331 328
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan		298 331 328			298 331 328	298 331 328
Total		6 551 802 389			6 551 802 389	16 826 634 496
Valeurs estimatives						

Au titre du portefeuille de placement, la Banque SOCREDO détenait un compte titres chez Wells Fargo Bank où étaient inscrites 1 150 actions Visa. Ces actions attribuées gratuitement (prix d'achat de 0), non inscrites dans ses livres ont fait l'objet de versement d'une soulte par BNPP Visa en 2016. En 2016, la banque a orienté le placement de sa trésorerie dans des placements interbancaires à terme pour un montant global de 10,7 milliards de F CFP à échéance allant de 6 à 24 mois.

b) Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille : ventilation par émetteur

Libellé	Encours nets 31/12/2016	Encours nets 31/12/2015
Administrations et banques centrales ⁽¹⁾		
Établissements de crédit	6 551 314 621	16 824 584 311
Sociétés financières		
Collectivités locales		
Entreprises, Assurances et autres		
Divers et non ventilés	487 768	2 050 185
Valeurs nettes au bilan	6 551 802 389	16 826 634 496
<i>(1) Y compris États</i>		

c) Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

Libellé	31/12/2016				31/12/2015
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Total
Titres cotés			298 331 328	298 331 328	298 331 328
Titres non cotés ⁽¹⁾	6 252 983 293			6 252 983 293	16 526 252 983
Créances rattachées	487 768			487 768	2 053 407
Provisions					-3 222
Valeurs nettes au bilan	6 253 471 061		298 331 328	6 551 802 389	16 826 634 496

⁽¹⁾ OPCVM françaises et monétaires

d) Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - analyse par durée résiduelle

Libellé	DURÉE RÉSIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 985 680 191	1 670 644 391	596 658 711		6 252 983 293	487 768	6 253 471 061	16 528 306 390
Effets publics et valeurs assimilées								
Total	3 985 680 191	1 670 644 391	596 658 711		6 252 983 293	487 768	6 253 471 061	16 528 306 390
Provisions								-3 222
Valeurs nettes au bilan					6 252 983 293	487 768	6 253 471 061	16 528 303 168

e) Actions et autres titres à revenu variable - analyse par durée résiduelle

Libellé	DURÉE RÉSIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Actions et autres titres à revenu variable			298 331 328		298 331 328		298 331 328	298 331 328
Total			298 331 328		298 331 328		298 331 328	298 331 328
Provisions								
Valeurs nettes au bilan					298 331 328		298 331 328	298 331 328

4. Tableau des filiales et des participations

[illegible]

(10 à 50 % du capital détenu par la société).											
I2F PF	5 000 000	-13 568 904	18,50 %	36 609 791	36 609 791	1 756 315		123 802 946	38 848 767	3 774 000	mars-16
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
1. Filiales non reprises au paragraphe A.											
a. Filiales françaises (ensemble)											
ODI	74 280 000	219 478 811	39,97 %	29 719 547	29 719 547	24 653 580	150 000 000	416 799 653	53 696 948	10 596 806	déc-16
b. Filiales étrangères (ensemble)											
2. Participations non reprises au paragraphe A.											
a. Dans des sociétés françaises ensemble)											
SOFOTOM/ SOGEFOM	131 503 580	4 137 589 499	3,76 %	4 763 636	4 763 636			35 667 547	-26 849 642		juin-15
SOFIDEP	1 500 000 000	1 276 961 728	8,33 %	24 996 000	24 996 000			1 775 988	66 632 758		déc-15
SAGEP	155 992 000	1 287 503 888	6,28 %	32 156 160	32 156 160			39 251 720	43 829 637		déc-15
SAGEP ex SETIL	27 805 500	-45 915 918	6,92 %	1 923 840				1 898 997 435			déc-09
SOCIETES DES HOTELS TAHITIENS	102 500 000	NC	0,01 %	10 000	10 000			NC	NC		
MOOREA LAGOON	5 000 000	NC	0,20 %	10 000	10 000			NC	NC		
SAS SPPT	5 280 000	-372 301 980	3,03 %	160 000				NC	53 900		déc-15
SCP ARANUI 2010 CPTM	600 000	NC	2,50%	15 000				NC	NC		Avances en C/ C nette défiscalisation locale
SARL NEW MORNING	200 000	NC	1,00 %	2 000	2 000	227 500 000		NC	NC		Avances en C/ C nette défiscalisation locale
SCA AGRIFARM	200 000	NC	7,50 %	15 000	15 000	60 000 000					Avances en C/ C nette défiscalisation locale
BORA BORA NUI		NC		10 000	10 000	51 000 000					Avances en C/ C nette défiscalisation locale
TE AREA REA (apport en capital)				30 000 000							Apport en capital
b. Dans des sociétés étrangères ensemble)											
SWIFT		46 285 918 853	0,02 %	372 315	372 315			35 656 563 245	2 326 730 310		déc-15
			en F CFP	1 488 334 570	1 456 235 730						

(1) Il s'agit des prêts et avances consentis aux filiales par la Banque à la clôture de l'exercice.

Valeur estimative des titres de participation

Libellé	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur au bilan	Valeur estimative (1)	Valeur au bilan	Valeur estimative (1)
Parts dans les entreprises liées				
Titres cotés				
Titres non cotés	1 357 290 828	2 437 715 382	1 357 290 828	2 199 367 336
Avances en comptes courants d'associés	2 530 000 000	2 530 000 000	2 280 000 000	2 280 000 000
Créances rattachées				
Provisions				
Sous-total Parts dans les entreprises liées	3 887 290 828	4 967 715 382	3 637 290 828	4 479 367 336
Titres de participation				
Titres cotés				
Titres non cotés	131 043 742	522 146 405	101 038 742	450 971 935
Avances en comptes courants d'associés	338 500 000		124 341 562	1 756 315
Créances rattachées			172 039	172 039
Provisions	-370 598 840		-161 293 878	
Sous-total Titres de participation	98 944 902	522 146 405	64 258 465	452 900 289
Autres titres détenus à long terme				
Certificat d'association	38 497 419	38 497 419	93 533 532	93 533 532
Certificat d'associé	30 430 384	30 430 384		

Sous-total Autres titres détenus à long terme	68 927 803	68 927 803	93 533 532	93 533 532
Total ⁽²⁾	4 055 163 533	5 558 789 590	3 795 082 825	5 025 801 157

(1) La valeur estimative est calculée en s'appuyant sur la situation nette des participations détenues ainsi que sur la valeur d'utilité retenue pour nos participations.

(2) Ces valeurs estimatives correspondent à :

- des plus-values latentes (situation financière),

- des moins-values latentes (situation financière) provisionnées dont SETIL pour 2 millions de F CFP,

- des provisions correspondant aux abandons de créances consentis en échange du crédit d'impôt obtenu sur les opérations de défiscalisation locales pour 369 millions de F CFP.

Dans le poste « Titres de participation – Avances en comptes courants d'associés », sont incluses les avances en comptes courants versées dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement à hauteur de 369 millions de F CFP. Une provision pour dépréciation, correspondant au montant de l'abandon de créance (prédéfini par convention), est inscrite pour 369 millions de F CFP.

Dans les « Autres titres détenus à long terme », figurent les certificats d'association et d'associés, constitués dans le cadre posé par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) et par le Fonds de Résolution National, depuis 2015.

5. Variation de l'actif immobilisé

a) Immobilisations financières

Libellé	31/12/2016				
	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Parts dans les entreprises liées	3 637 290 828	250 000 000			3 887 290 828
Valeurs brutes	1 357 290 828				1 357 290 828
Avances en comptes courants d'associés ⁽¹⁾	2 280 000 000	250 000 000			2 530 000 000
Provisions					
Créances rattachées					
Titres de participation	64 258 465	10 000	34 676 437		98 944 902
Valeurs brutes ⁽²⁾	101 038 742	30 010 000	-5 000		131 043 742
Avances en comptes courants d'associés ⁽²⁾	124 341 562	217 500 000	-3 341 562		338 500 000
Provisions ⁽³⁾	-161 293 878	-247 500 000	38 195 038		-370 598 840
Créances rattachées	172 039		-172 039		
Autres titres détenus à long terme	93 533 532	8 877 566	-33 483 249		68 927 849
Certificat d'association	93 533 532		-33 483 249	-21 552 864	38 497 419
Certificat d'associé ⁽⁴⁾		8 877 566		21 552 864	30 430 430
Valeurs nettes au bilan	3 795 082 825	258 887 566	1 193 188		4 055 163 579

(1) En 2016, la Banque a consenti une avance en compte courant d'associé non rémunérée d'un montant de 250 millions de F CFP à sa filiale OCI.

(2) La banque a souscrit en capital dans un projet en défiscalisation à hauteur de 30 millions de F CFP et en avances en comptes courants d'associés dans des projets en défiscalisation locale en 2016 à hauteur de 217,5 millions de F CFP. Aucune perte sur abandon n'a été constatée sur l'exercice.

(3) La provision pour dépréciation des titres I2F et de l'avance en compte courant I2F a été reprise en 2016 à hauteur de 38 millions de F CFP.

Les souscriptions de l'année 2016 ont été réalisées à hauteur du montant qui sera abandonné à la fin du projet, et sont provisionnées à ce titre à 100% comme indiqué dans les conventions, pour un montant de 247,5 millions de F CFP.

(4) En 2016, la distinction entre certificat d'association et certificat d'associé est précisée par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

b) Immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	31/12/2016				
	Valeur en début d'exercice	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	2 739 752 092	18 783 063	-2 820 599		2 755 714 556
Valeurs brutes ⁽²⁾	11 359 160 921	319 018 128	-173 091 462		11 505 087 587
Amortissements et provisions	-8 619 408 829	-300 235 065	170 270 863		-8 749 373 031
Immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	721 022 808	751 699 734	1 121 094	-2 340 575	1 471 503 061
Valeurs brutes ⁽²⁾	3 159 023 707	881 367 758	-1 170 390 483	-2 340 575	2 867 660 407
Amortissements et provisions	-2 438 000 899	-129 668 024	1 171 511 577		-1 396 157 346
Crédit-bail					
Valeurs brutes					
Amortissements et provisions					

Valeurs nettes au bilan	3 460 774 900	770 482 797	-1 699 505	-2 340 575	4 227 217 617
<i>(1) Y compris les immobilisations en cours.</i>					
<i>(2) En 2016, les dépenses d'investissement attachées à la montée de version SAB AT ont été mises en exploitation le 14 novembre 2016 à hauteur de 981 millions de F CFP</i>					

Les immobilisations relatives à la version antérieure du logiciel SAB ont été mises au rebut fin décembre 2016 pour 1,170 milliard de F CFP. Elles correspondent aux prestations et honoraires de développement, consulting, assistance du projet de migration vers SAB 2006 et montée de version SAB A8.

6. Autres actifs et comptes de régularisation

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
<i>Autres actifs ⁽¹⁾</i>	584 722 725	361 699 867
Débiteurs divers	584 722 725	361 699 867
Comptes de stocks et emplois divers		
Actifs douteux		
Actifs douteux	30 943 898	42 873 934
Provisions actifs douteux	-30 943 898	-42 873 934
Comptes de régularisation	844 255 246	734 464 994
Comptes d'encaissement ⁽¹⁾	243 756 195	252 190 828
Comptes d'ajustement et d'écart		748 453
Charges constatées d'avance ⁽²⁾	187 111 332	276 344 156
Produits à recevoir	258 644 895	164 082 902
Comptes de régularisation divers	154 742 824	41 098 655
Valeurs au bilan	1 428 977 971	1 096 164 861

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) Dont, en 2016, les charges constatées d'avance au titre des abandons attachés à la défiscalisation locale pour 172 millions F CFP.

7. Provisions inscrites en déduction de l'actif

Libellé	31/12/2016				
	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Sur interbancaire					
Sur créances clientèle	-17 113 454 347	-3 744 840 234	2 595 467 447		-18 262 827 134
Sur créances clientèles opérations crédit-bail					
Sur portefeuille titres (placement et investissement)	-3 222		3 222		
Sur participations	-161 293 878	-247 500 000	38 195 038		-370 598 840
Sur immobilisations incorporelles et corporelles					
Autres	-42 873 934	-17 164 659	29 094 695		-30 943 898
Total des provisions - Actif	-17 317 625 381	-4 009 504 893	2 662 760 402		-18 664 369 872

8. Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

Libellé	DURÉE RÉSIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Comptes et emprunts								
à vue	571 190 488				571 190 488	3 070 203	574 260 691	687 799 569
à terme	1 028 267 832	4 381 966 329	17 227 499 843	17 331 339 973	39 969 073 977	288 630 294	40 257 704 271	45 416 415 039
Valeurs données en pension	2 978 288 652				2 978 288 652		2 978 288 652	2 984 267 169

Total	4 577 746 972	4 381 966 329	17 227 499 843	17 331 339 973	43 518 553 117	291 700 497	43 810 253 614	49 088 481 777
Valeurs au bilan							43 810 253 614	49 088 481 777

9. Comptes créditeurs de la clientèle

a) Analyse par durée résiduelle

Libellé	DURÉE RÉSIDUELLE							
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Comptes ordinaires créditeurs	81 930 947 100				81 930 947 100	161 523	81 931 108 623	61 467 124 070
Comptes d'épargne à régime spécial								
à vue	38 747 115 311				38 747 115 311	74 679 038	38 821 794 349	34 836 787 776
à terme	3 739 815 452	575 260 925	3 613 922 077	967 369 140	8 896 367 594	217 937 714	9 114 305 308	8 664 576 739
Autres dettes envers la clientèle								
à vue	382 511 878				382 511 878		382 511 878	276 781 372
à terme	5 458 482 240	14 766 558 504	21 313 443 427	9 502 675 051	51 041 159 222	794 564 435	51 835 723 657	69 927 191 484
Total	130 258 871 981	15 341 819 429	24 927 365 504	10 470 044 191	180 998 101 105	1 087 342 710	182 085 443 815	175 172 461 441
Valeurs au bilan							182 085 443 815	175 172 461 441

Le fonds destiné à couvrir les nouveaux prêts participatifs au développement octroyés à la clientèle par la Banque (conformément à la convention n° 45-97 signée le 30 mai 1997 avec le haut-commissariat de la République en Polynésie française), est inscrit dans le poste « Comptes ordinaires créditeurs ».

Au 31 décembre 2016, ce fonds s'élève à 1,347 milliard de F CFP.

b) Analyse par agent économique

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Particuliers	103 078 869 582	99 963 120 677
Entreprises	50 080 737 951	41 855 575 086
Autres professionnels	10 844 145 381	10 478 483 056
Collectivités publiques	11 756 750 273	17 063 906 777
Administrations privées	5 237 597 918	4 417 396 094
Intérêts et divers	1 087 342 710	1 393 979 751
Valeurs nettes au bilan	182 085 443 815	175 172 461 441

c) Opérations d'épargne client

Libellé	< 4 ans	> 4 ans > 10 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total 2016	Total 2015
Comptes d'épargne à régime spécial :						
Livret ordinaire	38 747 115 311		38 747 115 311	74 679 038	38 821 794 349	34 836 787 776
Compte d'épargne logement		52 935 284	52 935 284	253 588	53 188 872	49 878 922
Plan d'épargne logement	6 782 109 163	2 061 323 147	8 843 432 310	217 684 126	9 061 116 436	8 614 697 817
Total	45 529 224 474	2 114 258 431	47 643 482 905	292 616 752	47 936 099 657	43 501 364 515

10. Dettes représentées par un titre

Néant

11. Autres passifs et comptes de régularisation

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs ⁽¹⁾	1 304 897 915	1 304 456 828
Dettes représentatives de titres		
Empruntés		
Comptes de règlement	165 299	201 705
Créditeurs divers ⁽²⁾	1 304 732 616	1 304 255 123
Autres		
Comptes de régularisation	2 734 978 411	1 973 866 619
Comptes d'encaissement	33 020 896	50 233 937

Comptes d'ajustement et d'écart		
Produits constatés d'avance	89 080 502	32 436 183
Charges à payer ⁽³⁾	1 261 591 435	987 208 830
Autres comptes de régularisation ⁽⁴⁾	1 351 285 578	903 987 669
Valeurs au bilan	4 039 876 326	3 278 323 447

(1) Les montants sont indiqués en net et incluent les dettes rattachées.

(2) Dont 556 millions de F CFP d'impôts sur les bénéfices à payer en 2016.

(3) Dont 917 millions de F CFP de provisions salariales (congrés payés, gratifications et allocations).

(4) Dont 1 231 millions de F CFP d'opérations de virement à exécuter en 2016, débouclées en 2017.

12. Provisions pour risques et charges

Libellé	31/12/2016				
	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature (clientèle)	-624 584 803	-297 246 540	205 361 542		-716 469 801
Provision sur la réserve latente de crédit-bail					
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	-870 457 198	-34 277 176	444 203 782		-460 530 592
Autres provisions pour risques et charges ⁽²⁾	-105 000 000	-9 000 000	105 000 000		-9 000 000
Provision pour engagements PEL CEL ⁽³⁾	-63 704 330	7 074 336			-70 778 666
Provision pour risques de crédit ⁽⁴⁾	-917 090 050	-714 889 186	917 090 050		-714 889 186
Valeurs au bilan	-2 580 836 381	-1 048 338 566	1 671 655 374		-1 971 668 245

(1) Ces provisions couvrent les risques sur les dossiers portés devant les instances judiciaires dans le cadre d'actions en responsabilité intentées contre la Banque SOCREDO, dont 372 millions F CFP au titre du litige opposant la Banque à la CPS.

(2) Ces provisions couvrent le risque opérationnel de la banque.

(3) Ces provisions couvrent les engagements liés aux comptes et plans d'épargne logement existants à la date de calcul de la provision.

(4) Ces provisions correspondent principalement :

- à la provision complémentaire sur encours sains pour les clients « retail » présentant un incident supérieur à 30 jours, actualisée à 687 millions de F CFP au 31 décembre 2016 contre 568 millions de F CFP au 31 décembre 2015, soit un ajustement de 119 millions de F CFP,

- à la provision des écarts entre la comptabilité et la gestion sur les créances douteuses et provisions à hauteur de 28 millions de F CFP contre 165 millions de F CFP au 31 décembre 2015, soit un ajustement de 137 millions de F CFP.

a) Provisions épargne-logement

Au 31 décembre 2016, la provision pour engagement liée aux plans d'épargne logement a été déterminée en tenant compte des éléments suivants :

- Encours des dépôts collectés au titre des PEL : 8 843,4 millions de F CFP
- Encours des crédits octroyés au titre des PEL : 3,9 millions de F CFP
- Provision sur engagement lié aux plans d'épargne logement : 70,8 millions de F CFP en 2016 contre 63,7 millions de F CFP en 2015.
- Dotation sur l'exercice : 7,1 millions de F CFP

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en produit net bancaire.

Les CEL, dont l'encours de 52,9 millions de F CFP reste peu significatif au 31 décembre 2016, ne sont pas concernés par l'évaluation et le provisionnement. Il n'y a plus d'encours de crédits octroyés au titre des CEL au 31 12 2016.

b) Provisions risque de crédit

Provision sur encours sains

Dans le contexte de recrudescence des difficultés des particuliers, notamment la croissance du chômage non indemnisé, et la fragilisation des petites entreprises dans une dégradation persistante de l'économie, la provision complémentaire sur encours sains pour les clients « retail » présentant un incident supérieur à 30 jours, actualisée en décembre 2016, s'établit à 687 millions de F CFP.

La provision intègre le risque de crédit sur les encours de clients sains au 31 décembre 2016 présentant au moins un incident de plus de 30 jours.

Les encours clients sains concernés concernent (plus particulièrement) la clientèle des particuliers, des professionnels, du recouvrement amiable et des entreprises.

Les taux de provision diffèrent selon que les contreparties présentent des garanties ou non, ils sont respectivement de 42,37 % et de 61,92 % (identiques à ceux utilisés pour le risque de crédit avéré).

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en coût du risque de crédit.

Les encours sains concernés ne sont pas déclassés.

Cette provision est non déductible fiscalement. Et la dotation pour dépréciation de 118,5 millions de F CFP afférente à 2016 est non déductible fiscalement.

La provision prudentielle complémentaire inscrite sur une contrepartie présentant des incertitudes à la clôture du 31 décembre 2015, a été reprise en totalité au 31 décembre 2016 à hauteur de 184 millions de F CFP.

Provisions pour litiges

Le risque attaché au litige opposant la Banque et la CPS, portant sur les années 2011 à 2016 est inscrit dans les livres de la Banque à hauteur de 372 millions de F CFP au 31 décembre 2016.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en coût du risque opérationnel.

La part attachée aux pénalités de retard est non déductible fiscalement.

13. Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Le FRBG a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 655 millions de F CFP afin de couvrir un risque de crédit significatif, concrétisé dans les livres de la banque au 31 décembre 2016. Après reprise, il s'élève à 1 255 millions de F CFP.

14. Variation des capitaux propres

	Capital	Primes et Réserves Report à nouveau	Écarts / réévaluation	Provisions Réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	22 000 000 000	9 097 387 123			1 141 905 030	32 239 292 153
Dividendes					-570 680 000	-570 680 000
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat 2014		571 225 030			-571 225 030	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2015					1 319 688 098	1 319 688 098
Autres variations						
Solde au 31 décembre 2015	22 000 000 000	9 668 612 153			1 319 688 098	32 988 300 251
Dividendes					-660 000 000	-660 000 000
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat 2015		659 688 098			-659 688 098	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2016					1 639 154 072	1 639 154 072
Autres variations						
Solde au 31 décembre 2016	22 000 000 000	10 328 300 251			1 639 154 072	33 967 454 323

En 2016, la banque SOCREDO a procédé, suite à l'affectation du résultat 2015, à la distribution de dividendes à hauteur de 660 millions de FCFP (bruts).

15. Composition des fonds propres

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres	33 967 454 323	32 988 300 251
Fonds pour risques bancaires généraux	1 254 981 235	1 909 981 235
Total des fonds propres	35 222 435 558	34 898 281 486

16. Contribution par devises au bilan

	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Franc Pacifique	240 803 703 649	203 822 892 470	228 109 298 965	195 187 583 210
Euro	18 130 292 170	55 023 566 431	30 066 420 236	63 086 171 010
Autres devises de l'Union européenne	2 113 885		640 164	
Dollar US	5 181 655 865	5 282 823 482	3 883 415 281	3 851 991 953
Dollar néo-zélandais	2 603 707 532	2 617 527 401	2 651 328 808	2 611 937 264
Dollar australien	277 983 597	272 971 719	254 352 509	243 864 477
Franc suisse	4 368 170		2 029 046	
Yen	109 121 169	109 695 051	32 064 604	36 313 555

Autres	16 770 811	240 294	18 856 919	545 063
Total	267 129 716 848	267 129 716 848	265 018 406 532	265 018 406 532

VII. - Notes relatives au hors bilan au 31 décembre 2016

1. Engagements sur hors bilan

Libellé	2016	2015
ENGAGEMENTS DONNES	37 930 892 015	38 679 105 605
Engagements de financement		
Établissements de crédit		
Engagements en faveur des établissements de crédit	2 052 847 515	2 060 275 765
Total établissements de crédit	2 052 847 515	2 060 275 765
Clientèle		
Autres ouvertures de crédit confirmé		
Ouvertures de crédit permanent non utilisé	21 948 666 575	23 709 370 795
Crédit documentaire	1 281 494 852	746 891 781
Acceptation à payer	78 214 576	108 534 397
Total clientèle	23 308 376 003	24 564 796 973
Engagements de garantie		
Établissements de crédit		
Caution, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	1 873 309 508	1 769 707 570
Autres valeurs affectées en garantie	116 713 198	105 865 295
Total établissements de crédit	1 990 022 706	1 875 572 865
Clientèle		
Garanties de remboursement de crédits distribués par SODEP		
Obligations cautionnées		
Cautions administratives et fiscales	9 564 133 552	9 474 823 177
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements douteux	1 015 512 239	703 636 825
Total clientèle	10 579 645 791	10 178 460 002
ENGAGEMENTS REÇUS	34 553 859 921	29 508 318 813
Engagements de financement		
Établissements de crédit		
Engagements reçus des établissements de crédit ⁽¹⁾	14 916 467 780	10 381 861 574
Total établissements de crédit	14 916 467 780	10 381 861 574
Engagements de garantie		
Établissements de crédit		
Cautions, avals et garanties reçus des établissements de crédit ⁽²⁾	19 637 392 141	19 126 457 239
Total établissements de crédit	19 637 392 141	19 126 457 239

(1) Ces engagements correspondent à des lignes de refinancement court terme et long terme.

(2) Dont 4,3 Mds de garantie autonome à première demande consentie par l'AFD au profit de la banque (garantie du prêt octroyé au Pays).

Engagement sur instruments financiers à terme

Aucun engagement sur instruments financiers à terme n'a été conclu en 2016.

Opérations de change en devises non dénouées

	31/12/2016		31/12/2015	
	à recevoir	à livrer	à recevoir	à livrer
Opérations de change au comptant	297 287 635	298 959 846	111 330 102	110 932 685
Devises	286 438 635	10 742 980	96 586 214	14 787 890
Euros		287 385 852		93 650 833
Francs CP	10 849 000	831 014	14 743 888	2 493 962

Opérations de prêts ou d'emprunts en devises				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	241 774 037	241 430 655	318 017 574	317 672 267
Devises	119 037 213	120 085 038	160 532 028	165 137 793
Euros		121 345 617		152 534 474
Francs CP	122 736 824		157 485 546	
Total	539 061 672	540 390 501	429 347 676	428 604 952

2. Engagements en matière de retraite qui ne figurent pas au hors bilan

Les obligations de la Banque, régies par l'article 62 de la convention collective des banques et accordant à l'ensemble du personnel des indemnités contractuelles qui seront à verser lors du départ en retraite à 60 ans, font l'objet d'un contrat d'assurance spécifique auprès d'AXA France Vie.

Les agents atteignant l'âge de 60 ans et partant à la retraite bénéficient d'une indemnité de fin de carrière calculée comme suit, en fonction de l'ancienneté acquise dans l'établissement :

- à partir de 15 ans d'ancienneté : 1 mois de salaire
- à partir de 25 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- à partir de 35 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire

L'engagement de la Banque au titre de ces indemnités de fin de carrière est estimé à 361,9 millions de F CFP. Le fonds « Actif Général Retraite », constitué auprès d'AXA France Vie, est évalué à 382,5 millions de F CFP au 31 décembre 2016. Il couvre donc l'engagement de la Banque en matière de départ à la retraite à 60 ans.

A titre indicatif sur les hypothèses actuarielles retenues pour l'exercice 2016 :

- Taux d'actualisation : ITRAXX 10 ans : 1,50 %
- Taux d'inflation : 0,5 %

A titre d'information, un usage au sein de la Banque, potentiellement révocable, permet un départ anticipé à partir de 54 ans et 6 mois. Cet usage et les règles posées par la CPS ont fait l'objet d'une réforme en 2012 qui amène à une réduction de l'engagement de la Banque envers ses salariés.

Aussi, à compter du 1^{er} janvier 2017, l'assuré qui ne satisfait pas aux conditions de départ en retraite à l'âge légal, peut bénéficier par anticipation d'une pension de retraite au prorata temporis à condition qu'il ait atteint l'âge de 55 ans et cotisé au moins 30 ans au régime des salariés.

A titre transitoire, l'âge du départ à la retraite anticipée est fixé à :

- 53 ans au 1^{er} janvier 2013 ;
- 53 ans et 6 mois au 1^{er} janvier 2014 ;
- 54 ans au 1^{er} janvier 2015 ;
- 54 ans et 6 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

A titre transitoire, la durée d'assurance est fixée à :

- 28 ans au 1^{er} janvier 2013 ;
- 28 ans et 6 mois au 1^{er} janvier 2014 ;
- 29 ans au 1^{er} janvier 2015 ;
- 29 ans et 6 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

Compte tenu de cet usage, le fond constitué auprès d'AXA n'est que faiblement utilisé.

Les indemnités de départs (anticipés ou non) versées lors des 5 dernières années sont les suivantes :

En millions de F CFP	2012	2013	2014	2015	2016	Budget 2017
Montant brut indemnités départ retraite	138	39	10	15	101	53
Cotisations patronales	23	7	1	3	18	11
Coût complet	161	46	11	18	119	64

A titre d'information, le montant estimé des indemnités de départ en retraite pour les 26 salariés éligibles à un départ au cours de l'année 2017 s'élèverait à 235 millions de F CFP en brut et 271 millions de F CFP en coût complet.

3. Engagements interbancaires ne figurant pas au hors bilan

Au titre des engagements de financement reçus des établissements de crédit, deux conventions ont été signées le 18 novembre 2013 entre la Banque SOCREDO et la Banque Européenne d'Investissement (offres valables jusqu'au 18 novembre 2017) :

- Une ligne bonifiée de 1,2 milliard de F CFP (10 millions d'Euros) dont 656 millions de F CFP de fonds débloqués au 31 décembre 2016,
- Une ligne non bonifiée de 2 milliards FCFP (22,5 millions d'Euros) dont 1,68 milliard de F CFP de fonds débloqués au 31 décembre 2016.

Une ligne de 1 milliard de F CFP (8,4 millions d'Euros) a été signée le 4 novembre 2016 (offre valable jusqu'au 20 novembre 2018).

Ces engagements de financement reçus, étant soumis à des conditions suspensives de déblocage, ne sont pas inscrits au hors bilan au 31 décembre 2016.

VIII. - Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2016

1. Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Produits d'intérêts :	9 828 641 335	10 166 169 136
sur opérations avec les établissements de crédit	221 118 297	204 202 009
sur opérations avec la clientèle	9 400 081 571	9 767 936 578
sur obligations et autres titres à revenu fixe		
autres intérêts et produits assimilés	207 441 467	194 030 549
sur swaps de taux		
Charges d'intérêts :	-3 141 404 073	-3 417 690 742
sur opérations avec les établissements de crédit	-1 363 362 738	-1 501 896 278
sur opérations avec la clientèle	-1 724 319 386	-1 842 425 009
sur obligations et autres titres à revenu fixe		
autres intérêts et charges assimilés	-53 721 949	-73 369 455
sur swaps de taux		
Total des produits nets d'intérêts et assimilés	6 687 237 262	6 748 478 394

Détail des autres intérêts et charges et produits assimilés :

	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Indemnités de remboursement anticipé	69 265 975		69 265 975	73 658 373		73 658 373
Pénalités sur retraits anticipés	27 705 145		27 705 145	22 560 727		22 560 727
Opérations de hors bilan (engagements)	110 470 347	-53 721 949	56 748 398	97 811 449	-73 369 455	24 441 994
Total	207 441 467	-53 721 949	153 719 518	194 030 549	-73 369 455	120 661 094

2. Revenus des titres à revenu variable

Titres à revenu variable	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans les entreprises liées, titres de participation	135 448 455	125 088 050
Titres de placement		
Opérations diverses sur titres		
Revenus des titres à revenu variable	135 448 455	125 088 050

3. Produits nets des commissions

Type de commissions	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-27 207 569	-27 207 569		-28 730 768	-28 730 768
Sur opérations avec la clientèle	873 075 228		873 075 228	847 463 987	-10 177 260	837 286 727
Sur opérations sur titres		-105 254	-105 254		-169 497	-169 497
Sur opérations de change	3 510 944		3 510 944	8 790 224		8 790 224
Sur opérations de hors bilan						
Sur prestations de services financiers	2 640 448 929	-1 414 374 145	1 226 074 784	2 404 715 485	-1 297 641 022	1 107 074 463
Total des commissions	3 517 035 101	-1 441 686 968	2 075 348 133	3 260 969 696	-1 336 718 547	1 924 251 149

Détail du poste Prestations de services financiers

	31/12/2016	31/12/2015
Produits nets de gestion de titres pour le compte de la clientèle	5 881 542	5 339 507
Produits nets sur moyens de paiement	593 420 441	524 725 293
Autres produits nets de services financiers	626 772 801	577 009 663
Total des prestations de services financiers	1 226 074 784	1 107 074 463

4. Solde des opérations sur portefeuille de négociation

	31/12/2016	31/12/2015
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations sur instruments financiers		
Solde des opérations de change	294 104 779	298 719 025
Solde des opérations sur portefeuille de négociation	294 104 779	298 719 025

5. Solde des opérations sur titres de placement

	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions		-3 222
Reprises de provisions	3 222	13 962
Dotations ou reprises nettes aux provisions	3 222	10 740
Plus-values de cession réalisées	59 659 850	52 471 991
Moins-values de cession réalisées		
Intérêts sur titre de placement	59 659 850	52 471 991
Solde des plus ou moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de placement	59 663 072	52 482 731

6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail						
Produits accessoires	23 655 750		23 655 750	26 289 520		26 289 520
Subventions						
Transfert de charges						
Divers	26 291 120	-7 686 833	18 604 287	25 567 122	-33 884 125	-8 317 003
Total	49 946 870	-7 686 833	42 260 037	51 856 642	-33 884 125	17 972 517

7. Charges générales d'exploitation bancaire

a) Frais de personnel

	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements ⁽¹⁾	-2 556 833 352	-2 572 528 446
Charges sociales	-1 283 362 574	-1 234 136 387
dont charges de retraite	-761 555 258	-632 016 948
Intéressement	-182 128 230	-146 632 011
Participation		
Impôts et taxes sur rémunérations	-16 200 271	-14 648 369
Total des frais de personnel	-4 038 524 427	-3 967 945 213

(1) Dont - 413 millions de F CFP de production immobilisée en 2016 au titre du projet SAB AT (évaluation au temps passé, cout complet).

b) Effectif par catégorie

	31/12/2016	31/12/2015
Cadres	103	105

Gradés	277	275
Employés	100	120
Effectifs total	480	500

1) Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'exercice 2016 s'élève à 70 039 419 F CFP contre 64 097 048 F CFP en 2015.

Le montant des avances et crédits alloués aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'exercice 2016 s'élève à 140 324 264 F CFP contre 143 349 746 F CFP en 2015.

c) Autres frais administratifs

	31/12/2016	31/12/2015
Impôts et taxes ⁽¹⁾	-512 778 508	-502 379 135
Services extérieurs	-1 102 337 858	-1 091 618 706
Total des frais administratifs	-1 615 116 366	-1 593 997 841

⁽¹⁾ dont 366 millions de F CFP au titre de la taxe PNB.

8. Coût du risque

	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions	-4 682 141 440	-5 634 335 620
Provisions sur créances douteuses	-4 621 699 605	-5 275 467 460
Autres provisions ⁽¹⁾	-60 441 835	-358 868 160
Reprises de provisions	4 111 148 508	5 028 098 132
Provisions sur créances douteuses	3 532 850 031	4 988 184 808
Autres provisions ⁽²⁾	578 298 477	39 913 324
Solde en net des provisions	-570 992 932	-606 237 488
dont solde en net des provisions sur créances douteuses	-1 088 849 574	-287 282 652
dont solde en net des autres provisions	517 856 642	-318 954 836
Pertes sur créances	-481 125 879	-266 711 876
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	-36 710 657	-20 990 234
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	-337 105 328	-224 470 294
Pertes sur autres créances	-107 309 894	-21 251 348
Récupérations sur créances	27 852 669	21 429 714
Récupérations sur créances amorties	21 675 557	18 289 148
Récupérations sur autres créances	6 177 112	3 140 566
Solde en net des pertes et récupérations sur créances	-453 273 210	-245 282 162
dont solde en net sur créances douteuses	-352 140 428	-227 171 380
dont solde en net sur autres créances	-101 132 782	-18 110 782
Coût du risque	-1 024 266 142	-851 519 650
dont coût du risque de crédit	-1 440 990 002	-514 454 032
dont coût du risque opérationnel	416 723 860	-337 065 618

⁽¹⁾ dont, pour mémoire en 2015, une dotation aux provisions attachée au litige CPS.

⁽²⁾ dont reprise de provision en 2016 de 433 millions de F CFP suite à l'issue favorable du litige CPS, pour la période de janvier 2013 à février 2016.

9. Résultat net sur actifs immobilisés

	31/12/2016	31/12/2015
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Dotations aux provisions		-38 195 038
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		-38 195 038
Reprises de provisions	38 195 038	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation ⁽¹⁾	38 195 038	

Dotations ou reprises nettes aux provisions	38 195 038	-38 195 038
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation	38 195 038	-38 195 038
Plus-values de cession réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		
Moins-values de cession réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées et participation		
Solde en perte ou en bénéfice	38 195 038	-38 195 038
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		
Plus-values de cession ⁽²⁾	3 880 215	1 300 000
Moins-values de cession ⁽³⁾	-3 032 241	-11 722 896
Solde en perte ou en bénéfice	847 974	-10 422 896
Résultat net sur immobilisations	39 043 012	-48 617 934
<i>(1) En 2016, reprise de la provision sur titres et avances en compte courant I2F de 38 millions de F CFP.</i>		
<i>(2) Plus-values générées notamment par la cession de véhicules de la Banque.</i>		
<i>(3) Moins-values dégagées notamment lors mises au rebut de matériels.</i>		

10. Charges et produits exceptionnels

	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions sur opérations de défiscalisation	-247 500 000	-211 500 000
Reprises de provisions sur opérations de défiscalisation		770 250 000
Abandons de créances		-770 250 000
Annulation produits constatés d'avance sur les opérations de défiscalisation		144 750 000
Produits constatés d'avance sur les opérations de défiscalisation	-79 779 227	
Annulation charges constatées d'avance sur les opérations de défiscalisation	-254 748 203	-269 141 760
Charges constatées d'avance sur les opérations de défiscalisation	172 348 472	211 500 000
Autres charges exceptionnelles		
Autres produits exceptionnels		
Résultat exceptionnel	-409 678 958	-124 391 760

Les résultats des opérations de défiscalisation sont classés dans le poste « résultat exceptionnel » qui s'élève à 410 millions de F CFP et se décompose ainsi :

- Dotations aux provisions pour abandons de créances sur des projets engagés en 2016 à hauteur de 247,5 millions de F CFP ;
- Neutralisation des dotations aux provisions pour abandon à hauteur de 172,3 millions de F CFP sur les projets pour lesquels l'utilisation du crédit d'impôt est différée sur l'exercice suivant ;
- Constatation en charges, des charges constatées d'avance 2015, à hauteur de 254,7 millions de F CFP correspondant aux abandons pour lesquels les crédits d'impôts sont imputés à la clôture 2016 ;
- Constatation en charges, des produits constatés d'avance correspondant au profit net de l'opération pour les projets considérés comme risqués sur lesquels un crédit d'impôt a été imputé, à hauteur de 79,8 millions de F CFP ;
- Absence de gain fiscal attaché aux projets devenus non risqués au 31 décembre 2016, correspondant au profit net de l'opération ;
- Absence de charges correspondant aux abandons de créances suite à l'obtention des certificats de conformité sur les projets ;
- Absence de reprises de provisions liées aux abandons de créances.

Au titre de l'exercice 2016, 458,6 millions de F CFP de crédits d'impôt ont été imputés. 237 millions de F CFP sont reportés et imputables sur les 3 exercices suivants.

Le gain net des opérations de défiscalisation est de 48,9 millions de F CFP pour l'exercice 2016.

11. Impôt sur les bénéfices

	31/12/2016	31/12/2015
Bénéfice avant impôt	2 653 958 777,50	2 309 629 204
Réintégrations et déductions	-33 414 831	-126 567 438

Bénéfice imposable	2 620 543 946,14	2 183 061 766
Impôt sur les sociétés	-917 190 050	-764 071 350
Contribution exceptionnelle	-374 081 450	-461 273 420
Crédit d'impôt imputable sur l'exercice	458 595 025,00	382 035 675
Total de l'impôt sur les bénéfices	-832 676 475	-843 309 095

Le taux d'imposition sur les sociétés 2016 est de 35 %, complété de la CSIS dont la dernière tranche atteint 17 % du résultat fiscal.
Le montant de l'impôt au 31 décembre 2016 s'élève à 833 millions de F CFP.

IX . - Autres informations

1. Comptes Consolidés

Les comptes de la Banque SOCREDO sont consolidés par mise en équivalence dans le périmètre de consolidation de l'Agence Française de Développement (AFD) actionnaire à 35 %.

La Banque SOCREDO établit des comptes consolidés depuis l'exercice 2006 conformément au règlement 99-07 du comité de la réglementation comptable relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du comité de la réglementation bancaire et financière.

2. Relations avec les entités du Groupe

Opérations avec l'Agence Française de développement (AFD)

En millions de F CFP	2016	2015
Créances	23	25
Comptes ordinaires chez l'AFD	23	25
Dettes	33 116	37 252
Comptes ordinaires chez l'AFD	109	68
Emprunts à terme AFD	33 007	37 184
Dont Emprunts AFD	30 715	34 051
Dont Emprunts PROPARCO	2 292	3 132
Hors bilan	14 736	12 134
Engagements de refinancement reçus de l'AFD	10 146	7 160
Garantie à première demande reçue de l'AFD	4 590	4 975

Les dépenses d'assistance technique qui sont facturées à la Banque sont comptabilisées dans un poste « Honoraires ».

Opérations avec la BRED

En millions de F CFP	2016	2015
Créances	7 919	7 437
Comptes ordinaires chez BRED	942	1 072
Comptes ordinaires chez CASDEN	123	676
Prêts CASDEN	6 854	5 689
Dettes	3 522	4 338
Emprunts à terme CASDEN	260	250
Emprunts à terme BRED	3 262	4 088
Hors bilan	1 198	
Engagements de refinancement reçu de la BRED	1 198	

IX.- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2016.

Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société « BANQUE SOCREDO » S .A.E.M, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;

- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes ; nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans les notes V.2, V.9 et VI.12 de l'annexe aux comptes annuels, votre banque constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture à l'actif, par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

Provisionnement des risques opérationnels

Comme indiqué dans les notes V.9 et VI.12 de l'annexe aux comptes annuels, une provision pour risque a été constituée pour couvrir un litige avec la CPS. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de cette estimation et avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie.

Valorisation des titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme par votre banque sont évalués à leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note V.4 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

Provisionnement des produits d'épargne logement

Votre banque constitue une provision pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de cette provision et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans la note V.9 et VI.12 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Papeete, le 18 avril 2017

Les Commissaires aux comptes associés :

Pour la SARL KPMG
Membre de KPMG International
Simon CHAIZE

Pour la SCP GOSSE-PARION-CHANGUES-MENARD-ALBERT
Membre de BDO International Ltd
Nicolas MENARD